

Commission de la construction du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS

2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS DU TROISIÈME
GROUPE D'OPPOSITION



ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

- RP1** Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2025-2026.
- RP2** Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2025-2026.
- RP6** Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
- RP7** Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
- a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
- RP9** Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
- RP29** Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
- a. la nature ou l'objet du contrat;
 - b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
 - c. une copie du contrat;
 - d. une copie du résultat;
 - e. le coût du contrat.
- RP30** Liste des projets informatiques depuis 10 ans :
- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers;
 - b. nombre de consultants externes et coûts associés;
 - c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2025-2026), pour l'informatique et les technologies de l'information;

d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

- RP200** Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.
- RP201** Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2025-2026.
- RP202** Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.
- RP203** Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.
- RP204** Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.
- RP205** Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.
- RP206** Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.
- RP207** Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.
- RP208** Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2025-2026.
- RP209** Nombre d'heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années. Fournir une ventilation par mois et par région.
- RP210** Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.
- RP211** Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main-d'œuvre Ontario-Québec.
- RP212** Nombre d'exemptions de l'obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.
- RP213** Nombre d'inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l'objet d'une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.
- RP214** Évolution du nombre d'inspecteurs à l'emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d'embauche pour 2025-2026.
- RP215** Évolution du nombre d'employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.
- RP216** Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.
- RP217** Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

- RP218** Statistiques d'utilisation du Service de référence de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.
- RP219** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
- RP220** Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
- RP221** Nombre d'infractions constatées à la suite d'une dénonciation.
- RP222** Nombre d'infractions constatées concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux effectués à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP223** Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d'un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l'intérieur d'institutions scolaires.
- RP224** Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-1

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2025-2026.

La Commission de la construction du Québec n’est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelle*.

Dépenses opérationnelles de la vice-présidence des technologies de l’information

DESCRIPTION DE COMPTES	RÉEL 2024 Du 1 ^{er} jan au 31 décembre ⁽¹⁾
Charges reliées aux effectifs	13 084 952 \$
Administration	152 207 \$
Entretien équipements et logiciels	8 588 915 \$
Téléphonie (filaire et sans fil)	1 256 432 \$
Autres frais	1 231 533 \$
Services professionnels (consultants informatiques)	11 448 783 \$
TOTAL	35 762 822\$

(1) Données préliminaires – états financiers non finalisés

Concernant les grands dossiers en cours, nous vous référons à la fiche numéro 30.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-2

Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2025-2026.

La Commission de la construction du Québec n'est pas assujettie à la *Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État*.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-6

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2024-2025. Fournir :

- a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b) la liste des membres du conseil d'administration;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
- d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

Membres du Conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec (2024)

NOMS	HONORAIRES	Déplacement et repas
Francine Sabourin		
Manon Bertrand ⁽²⁾	600 \$	
Pierre Brassard		
Éric Boisjoly		
Sonia Morissette ⁽¹⁾	26 475 \$	
Michel Trépanier		
Sylvain Gendron		461 \$
Maxime Rodrigue		
Sylvie Mercier ⁽¹⁾	28 198 \$	
Luc Vachon		
Jean-Guy Senécal ⁽¹⁾	29 120 \$	
Yasser Chtaini ⁽¹⁾	23 165 \$	
Julie Senecal	100 \$	
Marie-Renée Roy - PCA ⁽³⁾	36 000 \$	3 714 \$
Louise Hélène Davey ⁽¹⁾	9 928 \$	
Christian Tétreault		

(1) La rémunération des administrateurs indépendants de la CCQ est fixée selon le décret 1023-2014.

(2) La rémunération des administrateurs (autres qu'indépendants) de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 457-2012.

(3) La rémunération de la présidente du Conseil d'administration de la CCQ est fixée selon le décret de nomination 1275-2023. De plus, elle a débuté son mandat le 19 juillet 2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-7

Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Direction générale de la CCQ
1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Remboursement de frais de transport	6 076.61 \$
Remboursement des frais d'hébergement	3 645.43 \$
Remboursement des frais de repas	2 419.21 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la Commission de la construction du Québec en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.ccq.org/fr-CA/Pied-de-page/acces-information/documents>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP9

Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

La liste des employés ventilée par catégorie sera disponible dans le *Rapport annuel de gestion 2024* de la CCQ

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-29

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Voir annexe.

FICHE 3RP29 ANNEXE - CONTRATS CCQ 2024

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
9317-6311 QUEBEC INC.	Entretien des espaces extérieur du bureau de Mascouche	7 410 \$	Gré-à-gré sous seuils
ADVISO CONSEIL INC.	Consultation en analytique pour projet transformation numérique	6 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
AFA GROUPE CONSEIL INC. ANDRE FILION & ASSOCIES INC	Proposition de services programme de transition de carrière	6 800 \$	Gré-à-gré sous seuils
Alpha Plantes	Contrat pour l'entretien des plantes des bureaux suivants: Siège social; Bur. Rég. de Mtl; Bureau de la Rive-Nord	18 051 \$	Gré-à-gré sous seuils
ALVÉOLE ALVÉOLE	Location ruche d'abeilles au bureau régional de Montréal	7 823 \$	Gré-à-gré sous seuils
BRIO CONSEILS INC BRIO CONSEILS INC	Atelier de travail pour uniformiser la compréhension des administrateurs autour des enjeux de gouvernance actuels	16 050 \$	Gré-à-gré sous seuils
BROWSERSTACK INC.	Renouvellement Logiciel Browserstack C'est un simulateur de navigateur pour faire des tests.	9 288 \$	Gré-à-gré sous seuils
CADEXAIR INC.	Entretien, inspection et nettoyage hotte de cuisine au siège socialSS	8 448 \$	Gré-à-gré sous seuils
CÉGEP MARIE-VICTORIN Services aux entreprises	Service de préparation à la retraite et mi-retraite.	14 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
Centrale Thermique B.C. Plus Inc.	Service d’approvisionnement des produits chimiques pour le traitement de la tour de refroidissement au siège social	13 515 \$	Gré-à-gré sous seuils
CETESOFTWARE	Renouvellement de la maintenance de dynamic DYNAMICPDF MERGER ET DYNAMICPFT CO	11 945 \$	Gré-à-gré sous seuils
CHRISTIAN CARRIER	Services de formations dans le cadre du Programme Construire en santé	20 375 \$	Gré-à-gré sous seuils
COMPUGEN INC.	80 licences Adobe Acrobat Pro pour Entreprise VIP	17 301 \$	Gré-à-gré sous seuils
CONCIERGERIE SPEICO INC	Service d'entretien ménager bureaux TR	15 876 \$	Gré-à-gré sous seuils
CYDERES INC.	Trinzic 825 Software Bundle Subscription, DDI and Grid with Infoblox Premium Maintenance-Enterprise	13 001 \$	Gré-à-gré sous seuils
DESCORMIERS INTELLIGENCE D'AFFAIRE	Système d’évaluation de satisfaction des participants aux activité de fonctionnement - Formation professionnelle	14 760 \$	Gré-à-gré sous seuils
DRUIDE INFORMATIQUE	Renouvellement de l'abonnement au programme de maintenance antidote (PMA)	15 680 \$	Gré-à-gré sous seuils
Dynamsoft Corporation	Renouvellement du logiciel Dynamic Twain. Licences de maintenance	9 365 \$	Gré-à-gré sous seuils
ECKLER LTEE	Services actuariels en financement CNESST	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
ELIXIR TECHNOLOGIES CORPORATION	Renouvellement logiciel ELIXIR	13 828 \$	Gré-à-gré sous seuils
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Inc	Renouvellement du support pour les 5 serveurs HP	6 124 \$	Gré-à-gré sous seuils
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION Inc	Abonnement au logiciel pour le connecteur Sailpoint IdentityIQ pour ServiceNow.	23 747 \$	Gré-à-gré sous seuils
FAUVE & ASSOCIES INC. 7507798 Canada inc	Service de conseiller principal en relation de travail	13 333 \$	Gré-à-gré sous seuils
FISCHER INTERNATIONAL SYSTEMS CORP.	Renouvellement annuel du logiciel IOF for TSO.	6 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
FOODGEEK EXPERT CONSEIL REST. AGROA	Service de consultation alimentaire pour la cafétéria du siège social	10 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
FOR DESIGN PLANNING INC.	Design d’intérieur – Bureaux temporaires à Val d’Or	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
Foxit Software Incorporated	Renouvellement de la maintenance de Foxit PDF (phantom PDF)	5 368 \$	Gré-à-gré sous seuils
GALLAGHER	Évaluation et développement du leadership Plan de développement individuel	14 000 \$	Gré-à-gré sous seuils

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
GROUPE SOMR	Contrat entretien des unités de rangement haute densité (mécanique et électrique)	9 990 \$	Gré-à-gré sous seuils
IMPACT CRESCENDO	Coaching des leaders pour accélérer leur développement et les préparer à assumer une posture de direction.	7 650 \$	Gré-à-gré sous seuils
I-TRACING CYBERSECURITE INC.	Tests d'intrusion externes sur serveurs TI	11 250 \$	Gré-à-gré sous seuils
KIM BEDARD-CHARETTE	Services de consultation d'un médecin-conseil en psychiatrie	24 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
KOTMO INC.	Trousse d'accueil CCQ	22 500 \$	Gré-à-gré sous seuils
LE GROUPE GESFOR POIRIER, PINCHIN	Évaluation environnementale de site - Phase I pour les bureaux régionaux de Val D'Or, Sherbrooke et Québec	11 400 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEGER MARKETING INC.	Service de sondages auprès des femmes travaillant dans l'industrie de la construction.	22 700 \$	Gré-à-gré sous seuils
LES ARTISANS DU PAYSAGE DU QUÉBEC INC	Contrat pour l'entretien des espaces extérieur au bâtiment de Québec	7 120 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC	Renouvellement de l'abonnement au logiciel Decisia 2024	16 972 \$	Gré-à-gré sous seuils
LEXUM INFORMATIQUE JURIDIQUE INC	Renouvellement du logiciel de décisions juridiques	17 481 \$	Gré-à-gré sous seuils
MACKINNEY SYSTEMS INC.	Renouvellement annuel de Mackinney	13 440 \$	Gré-à-gré sous seuils
MELANCON MARCEAU GRENIER COHEN S.E.	services juridiques professionnels pour des questions fiscales	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
MELTWATER NEWS CANADA INC.	Abonnement à un service d'information numérique nous permettant d'effectuer une vigie sur certains médias sociaux	21 900 \$	Gré-à-gré sous seuils
MESURE MEDIA INC.	Évolution de la réputation de la CCQ et de son industrie dans les médias	15 950 \$	Gré-à-gré sous seuils
MORENCY, SOCIETE D'AVOCATS, S.E.N.C	Service juridique prof. pour questions fiscales avantages sociaux.	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
NAOUEL BENADDDA	Pharmacien conseil pour médicament construction avenant 2	9 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	Renouvellement Barracuda Email Security Gateway & Load Balancer	23 582 \$	Gré-à-gré sous seuils
NUENSE INC.	Ateliers de formation– Neuroinclusion et situation de handicap invisible	5 555 \$	Gré-à-gré sous seuils
NUMEA	Renouvellement abonnement licence SPSS	5 775 \$	Gré-à-gré sous seuils
ONE IDENTITY CANADA INC.	Acquisition de licences perpétuelles et maintenance du logiciel Password Manager	10 442 \$	Gré-à-gré sous seuils
PATRICK DESCHENES	Services professionnels en pharmaceutique – avantages sociaux	24 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
PDQ.COM	Renouvellement annuel du PDQ Deploy & Inventory	17 010 \$	Gré-à-gré sous seuils
PRESTON PHIPPS INC	Maintenance annuelle de l'humidificateur de marque Armstrong modèle GFH-450	5 160 \$	Gré-à-gré sous seuils
Progress Software Corporation	Renouvellement du support et de la maintenance des 24 serveurs SSH,SFT et FTP	5 882 \$	Gré-à-gré sous seuils
Progress Software Corporation	WS_FTP Server Secure 11, Licenses, Support .Transfert de fichiers entre les systèmes et partenaire externes.	15 755 \$	Gré-à-gré sous seuils
PROTECTION-INCENDIE VIKING INC.	Inspection annuelle d'extincteur	5 051 \$	Gré-à-gré sous seuils
SARAH-JANE TURCOT INC.	Accompagnement sur les enjeux reliés au climat de travail	10 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SECURO VISION INC.	Contrat de lunettes de sécurité Securo Vision	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SEGUIN MORRIS INC.	Entretien des refroidisseurs (3) du bâtiment Siège social.	14 400 \$	Gré-à-gré sous seuils

Fournisseur	Description sommaire du contrat	Valeur (av. taxes)	Mode de sollicitation
SOLARWINDS	Licence SolarWinds Network Performance Monitor et Licence SolarWinds NetFlow Traffic Analyzer Module.	14 416 \$	Gré-à-gré sous seuils
SOLARWINDS	renouvellement du support et de la maintenance des licences SolarWinds Database	13 281 \$	Gré-à-gré sous seuils
STANTEC EXPERTS- CONSEILS LTEE	Services professionnels pour production de plans et devis pour appel d'offres à Gatineau	12 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
STEVE FLANAGAN INC.	Services de soutien et d'accompagnement pour des activités de communication	15 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
SYSTEMES D'ENTREE ASSA ABLOY CANADA	Service d'entretien des ouvre-portes automatiques au siège social	12 060 \$	Gré-à-gré sous seuils
TECHNOLOGIES DOMOPLUS INC.	Service de renouvellement support -Domoplus	21 586 \$	Gré-à-gré sous seuils
TINA LOUISE SAVOIE	Service de secrétariat en transition pour départ à la retraite	20 000 \$	Gré-à-gré sous seuils
TYCO INTEGRATED FIRE & SECURITY	Contrat d'inspection du réseau de protection incendie	14 680 \$	Gré-à-gré sous seuils
VERSATIL BPI INC.	Abonnement annuel des licences i2 iBase	24 412 \$	Gré-à-gré sous seuils

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a. évolution des coûts pour chacun des dossiers ;
- b. nombre de consultants externes et coûts associés ;
- c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2024-2025), pour l'informatique et les technologies de l'information.
- d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

La Commission de la construction du Québec n'est pas un organisme soumis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles*.

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Historisation, conversion, intégration et décommissionnement – Phase 2 (Mistral)	Prise en charge des données qui se trouvent dans les systèmes patrimoniaux qui seront remplacés et garantira le maintien en tout temps de l'intégrité entre les fonctionnalités migrées dans SAP et celles qui sont toujours dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	13 373 174 \$
Documentation des règles d'affaires (Mistral)	Documentation des règles d'affaires en vue de l'implantation de l'ensemble des domaines d'activités de la Commission dans le cadre du Programme MISTRAL.	En cours	1 924 149 \$
Dossier client (Mistral)	Implantation permettant de bonifier l'architecture des données afin de soutenir la Relation Client, et ce tant pour la prestation de service que la conformité. Un modèle de données unique, cohérent, et harmonisé des dossiers client est mis en place.	En cours	3 988 798 \$
Relation portail client (Mistral)	Implantation permettant de centraliser les demandes, les échanges, la gestion de la relation client, et le centre d'interaction à travers les domaines d'activités de la Commission. Les canaux de communication accessibles à la clientèle seront modernisés.	En cours	5 860 709 \$
Rapport mensuel et sujets connexes (Mistral)	Remplacement du système du patrimoine qui gère les rapports mensuels et les réclamations de l'inspection et de l'indemnisation, ainsi que certaines fonctions finances, telles que la facturation, le traitement des dépôts, le recouvrement et l'émission de certains déboursés à la clientèle externe.	En cours	5 220 242 \$
Gestion du contenu (Mistral)	Implantation de la plateforme de gestion de contenu OpenText (et une solution de signature numériques, telle que DocuSign) qui permettra de capturer, de partager, d'entreposer, de collaborer, de préserver et de disposer de contenu.	En cours	2 582 025 \$

Nom	Nature	Statut	Coûts 2024
Infrastructure, architecture et assurance qualité (Mistral)	Fournir des Services centralisés de support et gouvernance aux projets de la Conception Détaillée. Ces services sont catégorisés en six composants : Gouvernance ; Architecture ; Sécurité ; Infonuagique ; Développement ; Tests centralisés.	En cours	8 152 362 \$
Intelligence d'affaires (Mistral)	Déployer des outils IA à travers les nouveaux systèmes opérationnels SAP, qui permettront à la CCQ d'avoir accès à l'information et aux données de façon intégrée et centralisée pour que celles-ci soient utilisables et donnent naissance à de l'intelligence d'affaires.	En cours	1 979 465 \$
Remplacement des systèmes de téléphonie (PMTI)	Remplacement de l'ensemble des systèmes de téléphonie de la Commission afin de mettre en place d'une solution infonuagique modernisée qui rencontre les normes de l'industrie, permettra l'intégration avec la solution mise en place par le programme Mistral et assurera une relève en cas de désastre.	Complété	851 376 \$
Cotisation salariale d'assurance	Les conventions collectives signées en juillet 2021 amènent une nouvelle cotisation salariale pour le régime d'assurance. Cette cotisation salariale demande des changements dans le traitement du rapport mensuel et aussi dans le re-design du régime de base d'assurance.	Fermé	88 434 \$
Nouveaux régimes supplémentaires d'assurance	Dans les conventions collectives signées en juillet 2021, 2 nouveaux régimes supplémentaires doivent être ajoutés : 1) Pour les chaudronniers des secteurs "Institutionnel et commercial" et "Industriel" (ICI). 2) Pour les peintres et peintres-tireurs de joints (ICI).	Complété	2 062 \$
Révision des stratégies de financement des régimes de retraite	Permettre l'élaboration des stratégies de financement qui répondent à la loi RCR et à la politique de financement. Ces stratégies sont un prérequis pour la refonte du système d'administration de la Retraite.	Fermé	5 926 \$
Sujets ressources humaines	Mettre en place une nouvelle structure salariale pour les employés hors-convention. Faciliter les échanges d'informations avec nos fournisseurs d'assurances collectives. Créer un processus automatisé et sécurisé pour la production et l'envoi des feuillets fiscaux pour les retraités.	Complété	530 \$
Sélection de solution pour la direction des avantages sociaux	Analyse et sélection d'une solution permettant de répondre aux besoins des domaines d'activités Retraite et Assurance-vie de la direction des avantages sociaux.	En suspens	0 \$
Évolutions des modules Ressources humaines, Finances et Approvisionnements	Depuis la livraison de Mistral Phase 1 en septembre 2021, les équipes des directions Ressources humaines, Finances et Approvisionnements ont accumulé des demandes d'évolutions mineures à la solution. L'objectif est de regrouper les demandes prioritaires dans une livraison commune.	Complété	13 176 \$

Nom	Nature	Statut	
Mise en place de l’authentification multi-facteur	Ajouter une protection au processus de connexion aux comptes utilisateurs ainsi qu’aux applications. Le projet propose d’acquérir et déployer une solution d'authentification multi-facteur, ainsi qu’intégrer la solution avec les processus d'authentification actuels de la Commission	En cours	291 377 \$
Migration de la plateforme SGPD Desjardins	Les fichiers de la CCQ contenant l’information devant être traitées par Desjardins doivent être adaptés à la nouvelle plateforme pour octobre 2024. Ce changement concerne des ajustements au fichier de paiements des bénéficiaires : nouveaux rapports mensuels (Mistral P2L1) et paiements fournisseurs (SAP Phase 1)	En cours	166 125 \$
Cotisation ACQ – solution temporaire	Modifier le rapport mensuel pour refléter la facturation de l’augmentation de la cotisation patronale spécifique aux secteurs Institutionnel-Commercial / Industriel conformément à la résolution du conseil d’administration de l’ACQ	Complété	78 021 \$
Formations de courte durée	Le gouvernement a identifié 5 métiers pour lesquels une nouvelle formation de courte durée sera mise en place. Les métiers sont : charpentier-menuisier, opérateur de pelles, opérateur d'équipement lourd, ferblantier et frigoriste. Les systèmes et processus de la CCQ doivent être adaptés pour la gestion de ces nouvelles formations.	En cours	232 275 \$
Évolutions Intelligence d’affaires 2024	Doter les lignes d'affaires d'outils analytiques permettant une meilleure prise de décision ainsi que l'amélioration des processus opérationnels, tactiques et stratégiques. Les lignes d’affaires visées par ce projet sont les suivantes : Ressources financières, Approvisionnement, Ressources humaines et transformation, Avantages sociaux et Analyses stratégiques et diversité.	En cours	1 077 484 \$
Sécurisation des salles informatiques	Les bureaux de la CCQ sont de plus en plus sécurisés, autant avec des lecteurs de cartes qu'avec un système de caméra centralisé. Cependant, la grande majorité de nos salles de télécommunication et de nos salles de serveurs sont encore avec des portes s'ouvrant à l'aide de clés et ne sont pas équipées de caméra à l'intérieur.	En cours	32 466 \$
Cotisation ACQ - Solution permanente	Le conseil d’administration de l'ACQ a adopté une résolution afin d’ajouter 0,03\$ de l’heure pour la cotisation spécifique au secteur IC/I conformément à l’article 40 de la Loi R-20 ce qui totaliserait 0,06 \$ de l’heure pour les secteurs IC/I à partir du 31 décembre 2023 (selon le rapport annuel de la CCQ). Par conséquent, l'ACQ a déposé une demande formelle, le 31 mai dernier, auprès de la Commission afin d'intégrer cette majoration dans ses systèmes.	En cours	2 013 249 \$
Nom	Nature	Statut	

Demandes d'évolution SAP 2024	Depuis la livraison de Mistral Phase 1, en septembre 2021, les équipes des directions Ressources humaines, Finances et Approvisionnements ont accumulé certaines demandes de modifications ou d'évolutions mineures à la solution qui ont été mise en production. De celles-ci, un certain nombre dépasse l'ampleur des demandes que l'équipe opérationnelle a la capacité de réaliser. L'objectif de ce projet : Regrouper les demandes prioritaires des équipes Ressources humaines et Finances en une livraison commune.	En cours	426 388 \$
Modernisation - Livraison août 2024	Mettre en œuvre le prérequis nécessaire pour les mesures liées à la diversité arrivant à partir de novembre 2024, à savoir l'identification de groupes sous-représentés (minorité visible, minorité ethnique, personnes immigrantes et personnes handicapées).	Complété	143 180 \$
Modernisation - Livraison novembre 2024	Optimiser le carnet référence construction, mettre en place les mesures visant à assouplir la mobilité interrégionale pour tous les travailleurs de la construction incluant diversité pour le statut préférentiel et mettre en œuvre les mesures visant à faciliter l'accès aux certificats de compétences excluant la diversité.	En cours	412 311\$
Modernisation - Livraison T1 2025	Mise en œuvre de deux mesures par décret : Émission d'un Certificat de Compétence Apprenti dans la "mesure du 35%" (8b) et Émission et délivrance d'un Certificat de Compétence Occupation 750 heures (9b) pour les personnes issues de la diversité.	En cours	75 795 \$
Modernisation - Livraison impacts Mistral	Maintenir le fonctionnement des mesures liées à la diversité; il est nécessaire de mettre en place dans le dossier client ces éléments ainsi que leur propagation dans les systèmes patrimoniaux.	En cours	644 668 \$

Données préliminaires – états financiers non finalisés

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-200

Liste des dépenses de fonctionnement, par année, depuis 10 ans.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
TOTAL DES CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2024 NON VÉRIFIÉES

*Données préliminaires, en date du 31 mars 2025

<u>Charges reliées aux effectifs de travail</u>	<u>151 702 743</u>
Gestion des ressources humaines	1 991 589
Services techniques	2 542 412
Frais juridiques	400 325
Télécommunication et entretien d'équipements informatiques	9 940 354
Frais de déplacement et séjour	2 507 398
Frais de postes, imprimés et fournitures	5 380 830
Relations publiques et publicité	907 388
Charges financières	1 484 650
Autres charges administratives	1 668 175
Gestion immobilière	7 476 463
<u>CHARGES RELIÉES AUX BIENS ET SERVICES</u>	<u>34 299 584</u>
Amortissement des immobilisations	10 870 854
Contribution à la CRT et bureau de permis	1 251 786
Autres	1 287 605
<u>CHARGES CORPORATIVES</u>	<u>13 410 425</u>
<u>CHARGES RELIÉES AUX AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI</u>	<u>24 261 560</u>
<u>Charges reliées au portefeuille de projet</u>	<u>50 117 524</u>
<u>Charges reliées au Plan de modernisation TI</u>	<u>851 376</u>
<u>TOTAL DES CHARGES</u>	<u>274 643 212</u>

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 31 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-201

Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans et fournir les prévisions pour 2025-2026.

Le personnel de la Commission de la construction du Québec n'est pas assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-202

Nombre de poursuites intentées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs qui effectuaient des travaux ne respectant pas le champ d'application de l'article 19 de la Loi R-20 au cours des cinq dernières années.

Année 2024	
Employeurs	2233
Salariés	1960
TOTAL	4193

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
3RP-202

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-203

Nombre de poursuites menées par la CCQ contre des entrepreneurs et contre des travailleurs relativement aux articles de la loi R-20 concernant des actes d'intimidation ou de violence sur les chantiers, par année, depuis cinq ans.

Poursuites recommandées par l'Unité des enquêtes spéciales au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)

Par année de réception du dossier

Nombre de recours pénaux recommandés par l'Unité des enquêtes spéciales (UES) au DPCP (Pour l'ensemble des activités de l'UES)	2024
101 : Intimider une personne ou exercer à son égard des mesures discriminatoires, des représailles ou toute menace ou contrainte ayant pour but ou pour effet de porter atteinte à sa liberté syndicale	0
113.2 Imposer à un employeur l'embauche de salariés déterminés ou d'un nombre déterminé de salariés	2
118 : Tenter de commettre une infraction, ou aide, ou incite quelqu'un à commettre ou tenter de commettre une telle infraction	0
119.0.1 (1) Réfère de la main-d'œuvre ou offre ou fournit, directement ou indirectement, un service de référence de main-d'œuvre autrement que par la participation au Service de référence de main-d'œuvre de l'industrie de la construction;	1
119.1(9) : Altère ou falsifie un certificat de compétence-compagnon, un certificat de compétence-occupation, un certificat de compétence-apprenti, un carnet d'apprentissage ou une preuve d'exemption;	1
119.1 (10) : Faire une fausse déclaration, falsifier un document ou faire usage d'un document falsifié pour l'obtention d'un certificat de compétence.	2
122(4) : Détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document	10
122, 2e alinéa : Congédier un employé suite à une plainte	0
123.7: Il est interdit d'exercer des représailles contre une personne pour le motif qu'elle a de bonne foi communiqué un renseignement ou collaboré à une enquête, à une vérification ou à un contrôle mené en raison d'une t'elle communication.	0
31 : Publicité ou sollicitation interdite	7
84 : Molester, incommoder ou injurier un membre ou un employé de la CCQ	15
98 : Personne ne peut, au nom ou pour le compte d'une association de salariés, solliciter pendant les heures de travail, l'adhésion d'un salarié à une association	8
120 : Quiconque viole une prescription de la présente loi ou d'un règlement adopté sous son autorité, ou encore une prescription d'une convention collective portant sur une matière autre que celles visées au premier alinéa de l'article 62 et au paragraphe c du premier alinéa de l'article 81, commet une infraction et est passible, si aucune autre peine n'est prévue pour cette infraction,	0
Nombre total de recours pénaux recommandés par	46

l'Unité des enquêtes spéciales au DPCP.	
--	--

(1) L'année du recours correspond à celle du dépôt de la plainte (année d'envoi)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-204

Liste des mesures mises en place concernant l'accès et le maintien des femmes dans l'industrie de la construction, en indiquant le nombre moyen d'heures travaillées par les femmes par rapport aux hommes dans les métiers concernés et le revenu moyen annuel pour chacun des sexes, et ce, depuis cinq ans. Sommes dépensées par mesures.

L'industrie de la construction a lancé un Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction (PAEF) 2015-2024 en mars 2015.

- Le PAEF est un plan d'industrie comprenant plusieurs actions portées par différentes parties prenantes :
 - CCQ;
 - Associations patronales et syndicales de l'industrie;
 - Établissements d'enseignement;
 - Ministères et organismes publics;
 - Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur de la construction (ASP construction);
- Le PAEF s'articule autour de trois orientations : soutenir le parcours de femmes, créer des milieux favorables, inclusifs et respectueux des droits de la personne ainsi qu'assurer une responsabilité partagée.

En 2024, la CCQ a réalisé, notamment, ces actions :

- Bonification de la mesure du PAEF favorisant l'accès à l'industrie aux femmes diplômées dans les occupations spécialisées.
- Implantation de la mesure prévue à la Loi modernisant l'industrie de la construction (Loi 19) permettant de bonifier à compter du 30 novembre 2024 une mesure du PAEF en abaissant le seuil à 400 heures (au lieu de 500 heures) pour obtenir le statut de travailleuses préférentielles pour les femmes titulaires d'un certificat de compétence.
- Poursuite de ses efforts dans le déploiement du PAEF par la promotion de l'industrie et des initiatives d'inclusion auprès de diverses parties prenantes ainsi que par la publication du portrait statistique annuel 2023 des femmes dans la construction et par la mise à jour de l'Analyse de la situation des femmes dans l'industrie de la construction comparaison entre les provinces du Canada.
- Démarrage et réalisation des travaux du diagnostic du PAEF 2015-2024 en vue d'alimenter l'élaboration du prochain PAEF.
- Confirmation de sa participation à un projet pilote d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+) du Secrétariat à la condition féminine (SCF), contribuant ainsi aux efforts gouvernementaux de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2022-2027.

La CCQ utilise son budget opérationnel et n'utilise pas les crédits budgétaires gouvernementaux pour la réalisation du PAEF.

Faits saillants (données provisoires de 2023) :

- Près de 7 870 femmes actives sur les chantiers (près de 4,0 % du total de la main-d’œuvre active de l’industrie)
- Près de 4 650 entreprises embauchent au moins une femme (près de 16,9 % du total des entreprises de l’industrie)
- Plus de 1 590 nouvelles entrées de femmes dans l’industrie (près de 10,2 % du total des entrées dans l’industrie)
- Diminution de la moyenne des heures travaillées par les femmes à 837 heures (- 7 heures comparativement à 2023), soit 78 % de la moyenne des hommes (- 1 point de %).
- Femmes compagnons : 1 119 heures (+13 heures), soit 94 % de la moyenne des hommes (+ 1 point de %) ;
- Femmes apprenties : 759 heures (-29 heures), soit 85 % de la moyenne des hommes (-3 points de %) ;
- Femmes occupations : 774 heures (+12 heures), soit 78 % de la moyenne des hommes (- 1 point de %).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-205

Liste des règlements adoptés par le conseil d'administration de la CCQ depuis deux ans.

Pour 2023 :

- Règlement sur le registre, le rapport mensuel, les avis des employeurs et la désignation d'un représentant ;
- Règlement sur la délivrance des certificats de compétence.

Pour 2024 :

- Règlement sur la formation professionnelle dans l'industrie de la construction.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 31 janvier 2025

3RP-205

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-206

Nombre de certificats de compétence décernés, ventilation par région et par métier ou occupation depuis cinq ans.

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LE MÉTIER – ANNÉE 2024

MÉTIERS	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Briqueur-maçon	197	3.86	138	3.47	335	3.69
Calorifugeur	15	0.29	76	1.91	91	1.00
Carreleur	105	2.06	109	2.74	214	2.36
Charpentier-menuisier	1 785	34.98	1 333	33.53	3 118	34.35
Chaudronnier	22	0.43	21	0.53	43	0.47
Cimentier applicateur	47	0.92	204	5.13	251	2.76
Couvreur	53	1.04	591	14.87	644	7.09
Électricien	1 308	25.63	5	0.13	1 313	14.46
Ferblantier	52	1.02	169	4.25	221	2.43
Ferrailleur	26	0.51	76	1.91	102	1.12
Grutier	78	1.53	2	0.05	80	0.88
Mécanicien d'ascenseur	16	0.31	53	1.33	69	0.76
Mécanicien de chantier	73	1.43	25	0.63	98	1.08
Mécanicien de machinerie lourde	12	0.24	6	0.15	18	0.20
Monteur assembleur	30	0.59	149	3.75	179	1.97
Monteur-mécanicien (vitrier)	6	0.12	144	3.62	150	1.65
Opérateur d'équipement lourd	90	1.76	37	0.93	127	1.40
Opérateur de pelles mécaniques	59	1.16	79	1.99	138	1.52
Peintre	177	3.47	304	7.65	481	5.30
Plâtrier	77	1.51	120	3.02	197	2.17
Poseur de systèmes intérieurs	148	2.90	32	0.81	180	1.98
Poseur de revêtements souples	8	0.16	86	2.16	94	1.04
Tuyauteur	534	10.46	0	0	534	5.88
Mécanicien en protection incendie	29	0.57	75	1.89	104	1.15
Frigoriste	156	3.06	141	3.55	297	3.27
TOTAL	5 103	100	3 975	100	9 078	100

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-APPRENTI
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2024

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0
Bas-St-Laurent / Gaspésie	164	3.21	57	1.43	221	2.43
Saguenay / Lac-St-Jean	214	4.19	227	5.71	441	4.86
Québec	862	16.89	402	10.11	1 264	13.92
Mauricie / Bois-Francs	426	8.35	298	7.50	724	7.98
Cantons-de-l ‘Est	160	3.14	229	5.76	389	4.29
Montréal	2 948	57.77	2 195	55.22	5 143	56.65
Outaouais	175	3.43	396	9.96	571	6.29
Nord-Ouest	92	1.80	120	3.02	212	2.34
Côte-Nord	61	1.20	51	1.28	112	1.23
Baie-James	1	0.02	0	0	1	0.01
Extérieur ¹	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5 103	100	3 975	100	9 078	100

RÉPARTITION DE LA DÉLIVRANCE DES
CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-OCCUPATION
SELON LA RÉGION DE PLACEMENT – ANNÉE 2024

RÉGION DE PLACEMENT	DIPLÔMÉS		NON DIPLÔMÉS		TOTAL	
	Nb.	%	Nb.	%	Nb.	%
Îles-de-la-Madeleine	0	0	0	0	0	0
Bas-St-Laurent / Gaspésie	29	5.01	36	0.67	65	1.09
Saguenay / Lac-St-Jean	39	6.74	61	1.13	100	1.67
Québec	94	16.23	779	14.44	873	14.61
Mauricie / Bois-Francs	40	6.91	268	4.97	308	5.15
Cantons-de-l ‘Est	19	3.28	223	4.13	242	4.05
Montréal	305	52.68	3 355	62.18	3 660	61.26
Outaouais	24	4.15	404	7.49	428	7.16
Nord-Ouest	13	2.25	137	2.54	150	2.51
Côte-Nord	16	2.76	133	2.46	149	2.49
Baie-James	0	0	0	0	0	0
Extérieur	0	0	0	0	0	0
TOTAL	579	100	5 396	100	5 975	100

NOMBRE DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE-COMPAGNON ÉMIS EN 2024

RAISON DE LA DÉLIVRANCE	LE SALARIÉ A DÉJÀ ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON	LE SALARIÉ N'A JAMAIS ÉTÉ TITULAIRE COMPAGNON
TOTAL	112 528	13 617

¹ Région de placement « Extérieur » : Le règlement sur l'embauche et la mobilité des salariés dans l'industrie de la construction, chapitre R-20,r.6,1 prévoit qu'une personne domiciliée au Canada mais à l'extérieur du Québec peut être titulaire d'un certificat de compétence et que la région du Québec dans laquelle le titulaire désire bénéficier d'une préférence d'emploi doit être indiquée sur le certificat de compétence. Advenant que la Commission n'ait pas obtenu le choix de la région au moment de la délivrance du certificat de compétence, celui-ci serait comptabilisé dans la région « Extérieur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-207

Suites données à la résolution du conseil d'administration A-67-14 du 20 novembre 2014 en termes de ressources humaines supplémentaires embauchées.

Ce numéro de résolution n'appartient pas à la Commission de la construction du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-208

Nombre de travailleurs manquants ou en surplus, ventilé par région et par métier ou occupation depuis cinq ans, par année financière. Fournir les prévisions pour 2025-2026.

La réglementation considère qu'il y a pénurie lorsque moins de 5 % de la main-d'œuvre apprentie ou exerçant une occupation se trouve disponible, c'est-à-dire n'a pas d'emploi rapporté à la CCQ. La CCQ procède alors à ce que l'on appelle couramment « l'ouverture d'un bassin de main-d'œuvre ». Des personnes non-détentrices d'un DEP peuvent alors obtenir un certificat de compétence dans un métier ou une occupation, à condition de démontrer qu'un employeur leur garantit au moins 150 heures de travail sur au plus trois mois, et qu'elles détiennent le cours de sécurité approprié.

Les bassins de main-d'œuvre sont mis à jour sur une base quotidienne. Les ouvertures de bassins sont fréquentes, par région et métiers, et sont affichées sur le site web de la CCQ. Le tableau ci-joint comprend les chiffres détaillés des admissions de main-d'œuvre par bassin selon le métier et l'occupation pour 2024.

L'industrie de la construction est aux prises avec des enjeux de rareté de main-d'œuvre alors que l'activité sur les chantiers continue de s'intensifier. Les enjeux de disponibilité de la main-d'œuvre peuvent poser des problèmes sérieux dans l'avancement des projets de construction, aussi bien dans le secteur privé que pour les chantiers publics. Les prochaines années seront encore fort actives, avec en moyenne 215 millions d'heures travaillées par année.

Une étude réalisée par la CCQ, à l'été 2018, a démontré que le problème de rareté, voire de pénurie, devrait se faire ressentir jusqu'en 2030. De façon généralisée, la disponibilité de la main-d'œuvre est en baisse dans le monde de la construction. La diplomation des jeunes dans les métiers de la construction est aussi en baisse tout comme le nombre d'inscriptions à des programmes pour y accéder. Les résultats de sondages conduits auprès des employeurs (Sondage sur l'anticipation de l'activité et difficultés de recrutement des employeurs dans l'industrie de la construction) démontrent des anticipations encore importantes pour le travail et les difficultés de recrutement de travailleurs sont demeurées importantes avec le temps.

Dans ce contexte, les entrées dans l'industrie par le truchement des « ouvertures de bassins de main-d'œuvre » sont allées en augmentation, augmentant ainsi le nombre de non-diplômés dans l'industrie.

Malgré la rareté de main-d'œuvre, l'industrie a accueilli en 2024 près de 16 000 nouveaux travailleurs. Parmi eux, ils étaient près de 4 000 personnes diplômées. Les autres nouveaux étaient classifiés comme non-diplômés, mais parmi eux il peut y avoir des étudiants, ou des travailleurs qui ont obtenu des exemptions, ou qui ont fait reconnaître leur expérience, ou qui sont entrées par les bassins, et finalement des manœuvres qui à la base ne nécessitent pas de formation initiale.

La CCQ prévoit l'arrivée de 17 000 nouveaux travailleurs en moyenne par année d'ici 2028.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 17 février 2025

3RP-208

3RP208

MÉTIER	
Briqueteur-maçon	
Calorifugeur	
Carreleur	
Charpentier-menuisier	
Chaudronnier	
Cimentier-appliqueur	
Couvreur	
Électricien	
Ferblantier	
Ferrailleur	
Grutier	
Mécanicien d'ascenseur	
Mécanicien de chantier	
Mécanicien de machinerie lourde	
Monteur-assembleur	
Monteur-mécanicien (vitrier)	
Opérateur d'équipements lourds	
Opérateur de pelles mécaniques	
Peintre	
Plâtrier	
Poser de systèmes intérieurs	
poseur de revêtements souples	
Tuyauteur	
Mécanicien en protection incendie	
Frigoriste	
Sous-total	

[illegible]

Légende:

Dip.: Diplômés

Non-dip.: Non diplômés

DONNÉES SUR LES NOUVELLES ÉMISSIONS DE CERTIFICATS DE COMPÉTENCE APPRENTI (PAR MÉTIER) ET OCCUPATION PAR RÉGION DE PLACEMENT

Année 2024

MÉTIER	EXTÉRIEUR		ÎLES-DE-LA-MADELINE		BAS ST-LAURENT - GASPÉSIE		SAGUENAY - LAC-ST-JEAN		QUÉBEC		MAURICIE - BOIS-FRANCS		CANTONS-DE-L'EST		MONTREAL		OUTAOUAIS		NORD-OUEST		CÔTE-NORD		BAIE JAMES		TOTAL PROVINCIAL													
	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Dip.	Non-dip.	Total											
Briqueur-maçon	0	0	0	0	0	5	0	5	3	0	3	18	0	18	19	0	19	16	0	16	122	122	244	11	14	25	1	2	3	2	0	2	0	0	197	138	335	
Calorifugeur	0	0	0	0	0	0	0	0	5	5	0	26	0	26	0	5	5	0	0	0	15	28	43	0	9	9	0	3	3	0	0	0	0	0	0	15	76	91
Carreleur	0	0	0	0	0	0	1	1	0	6	6	20	1	21	7	4	11	1	18	19	72	72	144	5	7	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105	109	214
Charpentier-menuisier	0	0	0	0	0	86	2	88	92	116	208	353	120	473	201	62	263	78	84	162	838	719	1 557	64	160	224	50	49	99	23	21	44	0	0	0	1 785	1 333	3 118
Chaudronnier	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	3	3	3	2	3	5	1	0	1	16	8	24	1	6	7	0	0	0	0	1	1	0	0	0	22	21	43
Cimentier-applicateur	0	0	0	0	0	1	4	5	0	6	6	8	0	8	2	22	24	0	9	9	36	139	175	0	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47	204	251
Couvreur	0	0	0	0	0	20	0	20	0	19	19	18	82	100	1	59	60	0	40	40	31	315	346	3	37	40	0	17	17	0	2	2	0	0	0	53	591	644
Électricien	0	0	0	0	0	40	0	40	48	0	48	246	0	246	103	0	103	36	0	36	737	3	740	49	0	49	31	2	33	18	0	18	0	0	1 308	5	1 313	
Ferblantier	0	0	0	0	0	4	4	8	3	13	16	8	34	42	7	16	23	1	13	14	33	75	108	0	10	10	0	2	2	0	2	2	0	0	52	169	221	
Ferraillier	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	23	0	23	0	5	5	0	6	6	25	28	53	0	14	14	0	0	0	0	0	0	0	26	76	102		
Grutier	0	0	0	0	0	1	0	1	4	0	4	11	0	11	6	0	6	4	0	4	47	1	48	2	0	2	1	0	1	2	1	3	0	0	78	2	80	
Mécanicien d'ascenseur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	14	15	0	4	4	0	4	4	15	29	44	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	16	53	69		
Mécanicien de chantier	0	0	0	0	0	1	1	2	8	0	8	1	8	9	9	0	9	5	1	6	46	12	58	0	0	0	0	0	0	4	3	7	0	0	73	25	98	
Mécanicien de machinerie lourde	0	0	0	0	0	2	0	2	7	0	7	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	3	0	0	0	0	0	1	3	4	0	0	1	12	6	18		
Monteur-assembleur	0	0	0	0	0	9	9	18	3	0	3	3	0	3	1	12	13	1	0	1	23	100	123	0	3	3	0	0	0	1	0	1	0	0	30	149	179	
Monteur-mécanicien (vitrier)	0	0	0	0	0	0	2	2	0	4	4	0	8	8	1	14	15	0	10	10	5	78	83	0	20	20	0	5	5	0	3	3	0	6	144	150		
Opérateur d'équipements lourds	0	0	0	0	0	9	0	9	5	0	5	15	0	15	4	0	4	1	5	6	48	2	50	1	7	8	1	23	24	6	0	6	0	90	37	127		
Opérateur de pelles mécaniques	0	0	0	0	0	5	0	5	2	0	2	17	1	18	3	0	3	3	0	3	27	63	90	0	3	3	1	0	1	1	12	13	0	0	59	79	138	
Peintre	0	0	0	0	0	1	0	1	12	1	13	43	27	70	2	62	64	0	18	18	116	161	277	1	29	30	0	6	6	2	0	2	0	177	304	481		
Plâtrier	0	0	0	0	0	0	0	0	6	5	11	15	8	23	5	6	11	1	15	16	42	69	111	8	15	23	0	2	2	0	0	0	0	77	120	197		
Poseur de systèmes intérieurs	0	0	0	0	0	1	1	2	0	18	18	14	0	14	14	1	15	0	1	1	119	3	122	0	6	6	0	1	1	0	1	1	0	148	32	180		
Poseur de revêtements souples	0	0	0	0	0	0	1	1	0	9	9	0	6	6	0	4	4	0	1	1	7	45	52	1	17	18	0	0	0	0	3	3	0	8	86	94		
Tuyauteur	0	0	0	0	0	11	0	11	9	0	9	38	0	38	34	0	34	4	0	4	402	0	402	29	0	29	6	0	6	1	0	1	0	534	0	534		
Mécanicien en protection incendie	0	0	0	0	0	8	0	8	0	0	0	22	0	22	0	1	1	0	1	1	29	40	69	0	2	2	0	1	1	0	0	0	29	75	104			
Frigoriste	0	0	0	0	0	1	4	5	12	0	12	33	19	52	5	18	23	8	2	10	96	81	177	0	11	11	0	4	4	1	2	3	0	156	141	297		
Sous-total	0	0	0	0	0	164	57	221	214	227	441	862	402	1 264	426	298	724	160	229	389	2 948	2 195	5 143	175	396	571	92	120	212	61	51	112	1	0	1	5 103	3 975	9 078
Occupation	0	0	0	0	0	29	36	65	39	61	100	94	779	873	40	268	308	19	223	242	305	3 355	3 660	24	404	428	13	137	150	16	133	149	0	0	0	579	5 396	5 975
GRAND TOTAL	0	0	0	0	0	193	93	286	253	288	541	956	1 181	2 137	466	566	1 032	179	452	631	3 253	5 550	8 803	199	800	999	105	257	362	77	184	261	1	0	1	5 682	9 371	15 053

Légende:

Dip.: Diplômés

Non-dip.: Non diplômés

Rapports PF840 & PF845

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-209

Nombre d’heures travaillées par métier ou par occupation au cours des cinq dernières années.
Fournir une ventilation par mois et par région.

Métier/occupation prioritaire	Région de domicile	2024
003)Briqueteur-maçon	Total du métier/occupation	4 862 016
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	59 034
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	132 154
	30)Québec	646 565
	40)Mauricie-Bois-Francis	227 864
	50)Estrie	231 573
	60)Grand Montréal	3 373 814
	70)Outaouais	154 029
	80)Abitibi-Témiscamingue	16 182
	90)Côte-Nord	15 030
	99)Extérieur	5 771
006)Calorifugeur	Total du métier/occupation	1 659 228
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	33 227
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	84 622
	30)Québec	302 485
	40)Mauricie-Bois-Francis	137 891
	50)Estrie	72 630
	60)Grand Montréal	916 915
	70)Outaouais	67 808
	80)Abitibi-Témiscamingue	40 772
	90)Côte-Nord	2 879
	99)Extérieur	0
009)Carreleur	Total du métier/occupation	2 387 206
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	54 478
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	55 397
	30)Québec	482 232
	40)Mauricie-Bois-Francis	94 530
	50)Estrie	145 629
	60)Grand Montréal	1 429 605
	70)Outaouais	77 272
	80)Abitibi-Témiscamingue	23 045
	90)Côte-Nord	21 013
	99)Extérieur	4 005
012)Charpentier-menuisier	Total du métier/occupation	56 692 666
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	2 604 356
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	2 935 012
	30)Québec	12 514 567
	40)Mauricie-Bois-Francis	4 685 565
	50)Estrie	3 140 920
	60)Grand Montréal	26 717 470
	70)Outaouais	2 176 623
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 174 020
	84)Baie-James	64 349
	90)Côte-Nord	655 279
	99)Extérieur	24 508
015)Chaudronnier	Total du métier/occupation	581 183
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	46 290
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	88 456
	30)Québec	69 855

	40)Mauricie-Bois-Francis	104 316
	50)Estrie	33 709
	60)Grand Montréal	208 153
	70)Outaouais	5 754
	80)Abitibi-Témiscamingue	8 331
	90)Côte-Nord	16 319
	99)Extérieur	0
018)Cimentier-applicateur	Total du métier/occupation	3 977 266
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	47 651
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	116 947
	30)Québec	643 798
	40)Mauricie-Bois-Francis	280 544
	50)Estrie	101 714
	60)Grand Montréal	2 591 991
	70)Outaouais	146 078
	80)Abitibi-Témiscamingue	28 125
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	17 386
	99)Extérieur	3 033
021)Couvreur	Total du métier/occupation	5 059 651
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	111 584
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	136 603
	30)Québec	722 264
	40)Mauricie-Bois-Francis	395 632
	50)Estrie	233 987
	60)Grand Montréal	3 164 433
	70)Outaouais	207 343
	80)Abitibi-Témiscamingue	67 122
	90)Côte-Nord	19 155
	99)Extérieur	1 529
024)Électricien	Total du métier/occupation	29 887 872
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	825 846
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 056 572
	30)Québec	4 737 263
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 940 807
	50)Estrie	987 655
	60)Grand Montréal	18 365 774
	70)Outaouais	1 121 346
	80)Abitibi-Témiscamingue	447 254
	84)Baie-James	4 721
	90)Côte-Nord	325 665
	99)Extérieur	74 969
030)Ferblantier	Total du métier/occupation	6 680 157
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	114 348
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	268 540
	30)Québec	1 086 712
	40)Mauricie-Bois-Francis	429 143
	50)Estrie	199 770
	60)Grand Montréal	4 260 018
	70)Outaouais	212 565
	80)Abitibi-Témiscamingue	54 355
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	47 234
	99)Extérieur	7 472
033)Ferrailleur	Total du métier/occupation	2 307 471
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	109 007
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	53 004
	30)Québec	395 716
	40)Mauricie-Bois-Francis	151 202
	50)Estrie	118 820
	60)Grand Montréal	1 358 255
	70)Outaouais	80 352
	80)Abitibi-Témiscamingue	11 038
	84)Baie-James	0

	90)Côte-Nord	26 466
	99)Extérieur	3 612
036)Frigoriste	Total du métier/occupation	6 848 093
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	128 733
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	213 122
	30)Québec	949 610
	40)Mauricie-Bois-Francis	405 156
	50)Estrie	263 378
	60)Grand Montréal	4 669 540
	70)Outaouais	108 366
	80)Abitibi-Témiscamingue	83 750
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	25 124
	99)Extérieur	1 315
039)Grutier	Total du métier/occupation	2 736 248
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	89 030
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	127 824
	30)Québec	437 238
	40)Mauricie-Bois-Francis	191 583
	50)Estrie	91 878
	60)Grand Montréal	1 557 226
	70)Outaouais	94 913
	80)Abitibi-Témiscamingue	68 207
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	73 792
	99)Extérieur	4 558
042)Mécanicien d'ascenseur	Total du métier/occupation	1 972 516
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	7 994
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	16 376
	30)Québec	297 773
	40)Mauricie-Bois-Francis	22 228
	50)Estrie	36 855
	60)Grand Montréal	1 537 911
	70)Outaouais	27 002
	80)Abitibi-Témiscamingue	12 581
	90)Côte-Nord	0
	99)Extérieur	13 797
045)Mécanicien de chantier	Total du métier/occupation	983 629
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	134 074
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	134 681
	30)Québec	114 948
	40)Mauricie-Bois-Francis	127 627
	50)Estrie	9 879
	60)Grand Montréal	354 522
	70)Outaouais	9 280
	80)Abitibi-Témiscamingue	25 793
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	72 825
	99)Extérieur	0
048)Mécanicien de machines lourdes	Total du métier/occupation	365 185
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	48 583
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	47 671
	30)Québec	96 550
	40)Mauricie-Bois-Francis	35 374
	50)Estrie	11 021
	60)Grand Montréal	81 300
	70)Outaouais	835
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 537
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	42 314
	99)Extérieur	1
051)Mécanicien en protection-incendie	Total du métier/occupation	2 392 103
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	39 473

	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	65 843
	30)Québec	417 168
	40)Mauricie-Bois-Francis	104 789
	50)Estrie	53 401
	60)Grand Montréal	1 646 309
	70)Outaouais	32 090
	80)Abitibi-Témiscamingue	10 647
	90)Côte-Nord	12 762
	99)Extérieur	9 621
053)Monteur-assembleur	Total du métier/occupation	4 098 029
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	238 855
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	334 221
	30)Québec	686 982
	40)Mauricie-Bois-Francis	297 109
	50)Estrie	107 173
	60)Grand Montréal	2 174 390
	70)Outaouais	99 118
	80)Abitibi-Témiscamingue	70 700
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	75 636
	99)Extérieur	13 845
057)Monteur-mécanicien vitrier	Total du métier/occupation	3 260 974
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	26 315
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	60 726
	30)Québec	402 418
	40)Mauricie-Bois-Francis	135 617
	50)Estrie	90 967
	60)Grand Montréal	2 301 016
	70)Outaouais	175 986
	80)Abitibi-Témiscamingue	44 268
	90)Côte-Nord	17 548
	99)Extérieur	6 113
060)Opérateur de pelles	Total du métier/occupation	9 697 802
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	503 202
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	569 565
	30)Québec	1 945 902
	40)Mauricie-Bois-Francis	684 852
	50)Estrie	482 616
	60)Grand Montréal	4 665 783
	70)Outaouais	333 505
	80)Abitibi-Témiscamingue	190 922
	84)Baie-James	8 333
	90)Côte-Nord	307 842
	99)Extérieur	5 281
063)Opérateur d'équipement lourd	Total du métier/occupation	6 263 553
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	491 192
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	307 790
	30)Québec	1 187 942
	40)Mauricie-Bois-Francis	562 273
	50)Estrie	207 944
	60)Grand Montréal	2 931 463
	70)Outaouais	202 578
	80)Abitibi-Témiscamingue	131 224
	84)Baie-James	14 656
	90)Côte-Nord	220 643
	99)Extérieur	5 849
066)Peintre	Total du métier/occupation	6 244 090
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	182 188
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	234 155
	30)Québec	1 115 512
	40)Mauricie-Bois-Francis	421 893
	50)Estrie	282 025
	60)Grand Montréal	3 578 267
	70)Outaouais	287 791

	80)Abitibi-Témiscamingue	96 978
	84)Baie-James	5 907
	90)Côte-Nord	38 987
	99)Extérieur	388
069)Plâtrier	Total du métier/occupation	3 841 592
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	32 438
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	89 492
	30)Québec	811 254
	40)Mauricie-Bois-Francis	191 474
	50)Estrie	155 265
	60)Grand Montréal	2 337 768
	70)Outaouais	194 371
	80)Abitibi-Témiscamingue	16 916
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	10 004
	99)Extérieur	2 611
072)Poseur de revêtements souples	Total du métier/occupation	1 125 550
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	38 700
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	40 871
	30)Québec	191 207
	40)Mauricie-Bois-Francis	65 087
	50)Estrie	29 737
	60)Grand Montréal	696 995
	70)Outaouais	39 175
	80)Abitibi-Témiscamingue	9 311
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	12 149
	99)Extérieur	2 319
075)Poseur de systèmes intérieurs	Total du métier/occupation	3 267 377
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	3 163
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	38 100
	30)Québec	470 553
	40)Mauricie-Bois-Francis	165 793
	50)Estrie	58 419
	60)Grand Montréal	2 393 095
	70)Outaouais	134 322
	80)Abitibi-Témiscamingue	1 773
	90)Côte-Nord	818
	99)Extérieur	1 340
081)Tuyauteur	Total du métier/occupation	13 321 125
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	345 367
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	407 530
	30)Québec	2 154 083
	40)Mauricie-Bois-Francis	872 556
	50)Estrie	396 736
	60)Grand Montréal	8 259 579
	70)Outaouais	536 127
	80)Abitibi-Témiscamingue	197 445
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	143 692
	99)Extérieur	8 010
910)Boutefeu et foreur	Total du métier/occupation	720 221
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	33 052
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	81 840
	30)Québec	172 828
	40)Mauricie-Bois-Francis	49 178
	50)Estrie	48 823
	60)Grand Montréal	262 072
	70)Outaouais	27 076
	80)Abitibi-Témiscamingue	4 920
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	34 061
	99)Extérieur	6 371
920)Manoeuvre	Total du métier/occupation	21 286 178

	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	559 385
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	631 048
	30)Québec	2 804 174
	40)Mauricie-Bois-Francis	1 087 063
	50)Estrie	516 468
	60)Grand Montréal	14 037 778
	70)Outaouais	878 578
	80)Abitibi-Témiscamingue	185 919
	84)Baie-James	29 454
	90)Côte-Nord	372 554
	99)Extérieur	183 758
930)Main-d'oeuvre de lignes	Total du métier/occupation	3 601 551
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	181 057
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	338 223
	30)Québec	791 324
	40)Mauricie-Bois-Francis	397 227
	50)Estrie	139 928
	60)Grand Montréal	1 445 827
	70)Outaouais	144 865
	80)Abitibi-Témiscamingue	63 836
	84)Baie-James	895
	90)Côte-Nord	88 962
	99)Extérieur	9 408
940)Soudeur	Total du métier/occupation	1 048 622
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	33 717
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	64 321
	30)Québec	147 247
	40)Mauricie-Bois-Francis	63 858
	50)Estrie	24 363
	60)Grand Montréal	624 343
	70)Outaouais	23 589
	80)Abitibi-Témiscamingue	30 059
	84)Baie-James	0
	90)Côte-Nord	26 506
	99)Extérieur	10 621
950)Autres occupations	Total du métier/occupation	3 687 532
	10)Bas-Saint-Laurent-Gaspésie	179 878
	20)Saguenay-Lac-Saint-Jean	247 857
	30)Québec	594 816
	40)Mauricie-Bois-Francis	217 324
	50)Estrie	132 144
	60)Grand Montréal	1 982 124
	70)Outaouais	97 964
	80)Abitibi-Témiscamingue	47 342
	84)Baie-James	11 052
	90)Côte-Nord	141 682
	99)Extérieur	35 350
Total général		210 856 685

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION: DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-210

Prévisions de surplus ou de manque de main-d'œuvre par métier ou par occupation, pour les cinq prochaines années.

Le marché du travail a subi des mutations au courant des dernières années ; le vieillissement démographique a commencé à faire son œuvre et la croissance économique a été relativement forte au Québec. Il s'en est suivi une diminution du taux de chômage qui peut être vécue difficilement par les employeurs, peinant de plus en plus pour trouver de la main-d'œuvre disponible.

La Commission de la construction du Québec (CCQ) possède ses propres mécanismes lorsque la disponibilité des titulaires de certificat de compétence des travailleurs pour une région donnée descend sous la barre de 5 % ; elle peut alors émettre des certificats de compétence à de nouveaux travailleurs non diplômés pour permettre au marché de se rééquilibrer. Cela s'effectue par ce qui est appelé communément les « ouvertures de bassin en situation de pénurie ». Avec la hausse considérable de l'activité survenue depuis 2018, les émissions de certificat de compétence en situation de pénurie ont augmenté de façon importante. Les mécanismes de gestion de la main-d'œuvre de la CCQ ont donc permis de répondre à un besoin important de travailleurs.

De plus, la CCQ effectue aux deux ans une tournée auprès des membres du Comité sur la formation professionnelle de l'industrie de la construction (CFPIC) afin de déterminer les besoins de nouveaux travailleurs qui seront nécessaires pour les cinq prochaines années – l'objectif est d'informer les décisions du ministère de l'Éducation concernant les places en centres de formation professionnelle.

Les analyses poussent à croire que les besoins de main-d'œuvre demeureront importants à l'avenir. Une étude a été menée par la CCQ, en 2018, afin de documenter de façon plus précise les enjeux de main-d'œuvre :

- L'activité économique demeurera élevée dans l'industrie de la construction dans les prochaines années. On anticipe que les difficultés quant au recrutement et à la rétention de la main-d'œuvre se poursuivront.
- Certains leviers devront être mis à profit pour l'industrie : augmenter son attractivité auprès des jeunes, améliorer sa capacité d'intégrer les catégories de travailleurs sous-représentées, sa flexibilité concernant les horaires de travail, ses possibilités pour renouveler ses méthodes de travail, etc.

La CCQ mène des sondages semestriels auprès des employeurs de l'industrie de la construction depuis le printemps 2019. Le dernier sondage de l'automne 2024 révèle :

- Il est encore difficile pour les employeurs de combler leurs postes. Une part de 75 % des employeurs affirment ne pas avoir comblé tous leurs postes de compagnons.
- 53% des répondants ont affirmé avoir connu des difficultés de recrutement dans la dernière année.

Au printemps 2021, huit mesures ont été mises en place pour permettre à davantage de travailleurs d'intégrer l'industrie ou d'y demeurer. Les mesures touchent : la possibilité de superviser plus d'apprentis en chantier, l'accès à l'industrie aux étudiants pour faciliter l'alternance travail-étude, l'entrée accélérée d'apprentis expérimentés, la valorisation des diplômes et l'accélération vers le statut de compagnon.

Il faudra attendre quelques années, avant de voir pleinement les effets des mesures implantées en 2021, et cela est particulièrement le cas pour les mesures qui visent à accélérer le passage vers le statut de compagnon. On peut néanmoins identifier quelques constats et effets attendus :

- L'admission accélérée à l'examen pour devenir compagnon, et la reconnaissance à 150% de la formation seront à suivre attentivement. Les effets attendus sont essentiellement des apprentis qui accèderont plus rapidement au statut de compagnon et qui permettront à leur tour l'embauche de nouveaux apprentis.
- Le bilan permet de constater que la mesure laissant l'accès aux chantiers aux étudiants a connu un certain succès; la grande majorité de ceux-ci reviennent sur les chantiers dans leur métier (85%) après leur formation, et seule une minorité a été attirée par une entrée plus rapide par les ouvertures de bassin.
- Les mesures permettant au compagnon de superviser 2 apprentis, ainsi que celle permettant la réalisation de tâches résiduelles, même si elles sont plus faiblement utilisées, permettront d'aller chercher davantage d'apprentis et de rendre la gestion des chantiers un peu plus fluide, sans que cela soit quantifiable.
- Le bilan a également permis de dégager les craintes entourant la perte de travail pour les manœuvres quant à la mesure portant sur les tâches résiduelles.

L'exercice pour les perspectives d'emploi 2024-2028 restent similaires à celles des dernières années. Les perspectives pour l'ensemble des métiers demeurent effectivement excellentes principalement en raison du nombre insuffisant de diplômés et du vieillissement important de la main-d'œuvre. Cependant, quelques métiers ont d'ailleurs vu leurs perspectives d'emploi passer de « très bonnes » à « excellentes ». C'est notamment le cas des calorifugeurs, des charpentiers-menuisiers, des cimentiers-applicateurs et des tuyauteurs.

L'activité prévue dans l'industrie de la construction est prévue demeurer importante à moyen terme, autour des 215 millions d'heures travaillées. En moyenne, l'industrie aura besoin de 17 000 nouveaux travailleurs annuellement pour la période 2024-2028. Ce besoin était estimé à 16 000 lors de l'exercice 2023-2027.

D'un point de vue régional, il existe des incapacités à combler les besoins de main-d'œuvre. Cependant, ces besoins ne sont pas toujours de même intensité. Les ouvertures de bassins qui attirent le plus de nouveaux travailleurs se font dans le métier de charpentier-menuisier et dans le bassin « occupation ».

La région de Montréal est particulière, parce qu'une très forte proportion des heures travaillées y sont rapportées. Dans cette région, on constate des besoins de main-d'œuvre dans la majorité des métiers et de façon fréquente.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

Perspectives d'emploi pour les métiers et occupations de la construction 2024-2028
3RP210

Métier/occupation	Perspectives d'emploi *	Commentaires
Briqueur-maçon	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Calorifugeur	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Carreleur	Excellentes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Charpentier-menuisier	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Chaudronnier	Bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement important. Diplômés à l'équilibre.
Cimentier-applicateur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Couvreur	Excellentes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Électricien	Très bonnes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Installateur de systèmes de sécurité	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Ferblantier	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Ferrailleur	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Frigoriste	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Grutier	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Mécanicien d'ascenseur	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Mécanicien de chantier	Bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement très important.
Mécanicien de machines lourdes	Bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement très important.
Mécanicien en protection-incendie	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur-assembleur	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Monteur-mécanicien vitrier	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Opérateur de pelles	Bonnes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.
Opérateur d'équipement lourd	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Peintre	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Plâtrier	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Poseur de revêtements souples	Excellentes	Emploi stable, vieillissement très important. Diplômés insuffisants.
Poseur de systèmes intérieurs	Excellentes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Tuyauteur	Excellentes	Emploi en légère hausse, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Monteur de lignes	Bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement modéré.
Plongeur	Très bonnes	Emploi en légère baisse, vieillissement peu marqué. Diplômés insuffisants.
Préposé à l'arpentage	Très bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré. Diplômés insuffisants.
Soudeur	Bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré.
Soudeur en tuyauterie	Bonnes	Emploi en forte hausse, vieillissement modéré.
Boutefeu et foreur	Bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré.
Manoeuvre	Bonnes	Emploi stable, vieillissement modéré.
Ensemble des salariés	Excellentes	Emploi stable, vieillissement important. Diplômés insuffisants.

Source : Commission de la construction du Québec

2025-02-10

* Méthodologie :

*Les perspectives d'intégration au marché du travail sont classées en quatre catégories (Excellentes, très bonnes, bonnes ou limitées), d'après les résultats de cinq paramètres : (1) la croissance annuelle moyenne du volume de travail pour la période observée; (2) le taux moyen de disponibilité des travailleurs dans les bassins selon les données de la CCQ; (3) le taux de roulement prévu de la main-d'œuvre (besoins de remplacement); (4) le vieillissement, soit la proportion des salariés compagnon qui sont âgés de 55 ans et plus; (5) la suffisance des diplômés, soit la relève à court terme, en comparant les diplômés des 3 dernières années comparativement aux besoins estimés par la CCQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-211

Composition, budgets, mandats et rapports des comités de main d'œuvre Ontario-Québec.

Sans objet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-212

Nombre d’exemptions de l’obligation de détenir un certificat de compétence accordées au cours des cinq dernières années et motifs.

MOTIFS	NOMBRE D'EXEMPTIONS ÉMISES EN 2024
Pénurie (art. 14.6)	692
Personne indispensable (art. 14.4)	830
Enfant d'employeur (art. 14.5)	2 263
Pénurie - sans préalables scolaires	9 348
Stages d'été	0
Ententes interprovinciales (art. 4)	685
Salarié occasionnel (art. 14.7)	0
Autres*	2 228
TOTAL	16 046

*Autres 2 228 exemptions, dont 1 558 exemptions découlant du comité de révision; 16 exemptions découlant du maintien de nouveaux assujettissements passés et 654 exemptions « autres » qui comprennent plusieurs types d’exemptions visant à répondre à des situations spécifiques (intégration des femmes non diplômées, renouvellement de pompes à béton, intégration de personnes autochtones, ententes intergouvernementales).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-213

Nombre d’inspections effectuées par la CCQ, liste des chantiers ayant fait l’objet d’une enquête et résultats des enquêtes pour les cinq dernières années.

Inspections de chantier et vérifications aux livres	2024
Nombre de visites de chantier effectuées	49 097
• Chantiers différents visités	21 932
Nombre d’infractions constatées	7435
• Nombre d’infractions pour non-détention de certificat de compétence	4176
• Nombre d’infractions pour non-détention de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)	796
• Nombre de situations d’heures potentiellement non déclarées	2099
• % des visites avec infractions pour non –détention de certificat de compétence, de licence ou heures potentiellement non déclarées	8,93 %
Nombre de vérifications aux livres menées	1459
• % des interventions avec résultat (montant réclamé ou poursuite pénale)	65,39 %
• Heures réclamées	1 147 013
• \$ réclamés	25 681 719 \$
• Taux de perception avant judiciarisation	75,78 %

Répartition des chantiers selon le nombre de fois où ils ont été visités en 2024

Nombre de visites	Nombre de chantiers
1	11 139
2	5188
3	2557
4	1216
5	641
6	355
7	226
8	138
9	89
10	67
Plus de 10	316
TOTAL	21 932

Les grands chantiers, comme celui du REM, du tunnel Louis-Hippolyte-La Fontaine ou de la filière batterie constituent un seul et même chantier tout au long des différentes phases de construction et ceux-ci font l’objet d’un suivi proactif et préventif. Ceci explique pourquoi certains chantiers font l’objet de plusieurs visites.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-214

Évolution du nombre d’inspecteurs à l’emploi de la CCQ depuis cinq ans, par année, ainsi que les prévisions d’embauche pour 2025-2026.

Année	Nombre
2024	250

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
3RP-214

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-215

Évolution du nombre d’employés dédiés à la lutte contre le travail au noir à la CCQ depuis cinq ans, par année.

Année	Nombre
2024	429

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-216

Tout document relatif à la subvention octroyée par le ministère du Travail afin de lutter contre le travail au noir.

Pour l'exercice 2024-2025, le gouvernement s'est engagé à octroyer un montant de 6 463 600 \$. Cette subvention permet de financer 56 ressources additionnelles dédiées à la lutte contre le travail non déclaré et l'évasion fiscale, incluant la fausse facturation et le blanchiment d'argent.

Partie 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, 12 février 2025, 157^e année, n° 7

924

DÉCRETS ADMINISTRATIFS

Gouvernement du Québec

Décret 64-2025, 23 janvier 2025

CONCERNANT le versement d'une subvention d'un montant maximal de 6 463 600 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour la réalisation de projets dans le cadre du comité Actions concertées pour contrer les économies souterraines – comité ACCES construction

ATTENDU QUE la Commission de la construction du Québec est une personne morale instituée conformément à l'article 2 et au premier alinéa de l'article 3 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 10 de la Loi sur le ministère du Travail (chapitre M-32.2), le ministre du Travail exerce ses fonctions notamment dans les domaines des relations du travail, des normes du travail et de la gestion des conditions de travail;

ATTENDU QUE le comité Actions concertées pour contrer les économies souterraines – comité ACCES construction est destiné à lutter contre l'évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction au Québec, contribuant ainsi aux efforts gouvernementaux de lutte contre l'évasion fiscale;

ATTENDU QUE les activités de ce comité sont reconduites pour l'exercice financier 2024-2025;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000\$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre du Travail à verser une subvention d'un montant maximal de 6 463 600 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour la réalisation de projets dans le cadre du comité Actions concertées pour contrer les économies souterraines – comité ACCES construction;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités de versement de cette subvention seront établies dans une entente à intervenir entre le ministre du Travail, le ministre des Finances et la Commission de la construction

du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE le ministre du Travail soit autorisé à verser une subvention d'un montant maximal de 6 463 600 \$ à la Commission de la construction du Québec, au cours de l'exercice financier 2024-2025, pour la réalisation de projets dans le cadre du comité Actions concertées pour contrer les économies souterraines – comité ACCES construction;

QUE les conditions et les modalités de versement de cette subvention soient établies dans une entente à intervenir entre le ministre du Travail, le ministre des Finances et la Commission de la construction du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet d'entente joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
DAVID BAHAN

84916

© Éditeur officiel du Québec, 2025

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
3RP-216

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-217

Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant la création de deux nouvelles régions de placement dans le Nord-du-Québec.

La création de deux régions de travail dans le Règlement sur l’embauche et la mobilité des salariés dans l’industrie de la construction (chapitre R-20, r 6.1) permettrait :

- De prendre acte du découpage actuel du territoire dans la région administrative du Québec qu’est le Nord-du-Québec, entre Kativik (Nunavik) et Eeyou Istchee Baie-James ;

Le Conseil des ministres a adopté le règlement relatif à la création de la région Nunavik en février 2016 et la région Nunavik a été réalisée le 30 juin 2017. Depuis, la CCQ, en collaboration avec l’Administration régionale Kativik (ARK), la Société Makivvik et Kativik Ilisarniliriniq (KI) a entrepris des travaux administratifs visant à développer son offre de service dans la région à compter de 2018 :

- La signature d’ententes d’échange d’information avec l’ARK et KI ;
- Le développement de l’offre de services de formation de perfectionnement via la création d’un sous-comité régional ;
- Le développement d’une procédure de traitement des demandes de certificat de compétence permettant de limiter les délais ;
- La modification des règles générales d’utilisation du Fonds de formation des salariés de l’industrie de la construction (FFSIC) pour répondre aux particularités de la région.

Dans le cadre de la démarche collaborative pour élaborer le Plan d’action de l’industrie de la construction pour l’inclusion des Premières Nations et des Inuit (PACPNI), la CCQ a tenu des rencontres entre les associations patronales et syndicales et les représentants du Gouvernement de la Nation Crie afin qu’ils échangent sur les enjeux relatifs à l’industrie concernant le territoire Eeyou Istchee Baie-James.

Le 30 octobre 2024, le conseil d’administration de la CCQ a adopté la mesure 20 du PACPNI visant à harmoniser les limites de la région CCQ Baie-James à celles de la région Eeyou Istchee Baie-James et adapter les services administratifs s’y rattachant.

Le 13 novembre 2024, la CCQ a lancé en collaboration avec les Premières Nations et Inuit ainsi que les partenaires de l’industrie le Plan d’action de l’industrie de la construction pour l’inclusion des Premières Nations et des Inuit. Cette initiative résulte d’un travail collaboratif soutenu visant à renforcer la présence des Premières Nations et des Inuit dans l’industrie.

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

COLLABORATION :

VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE

DATE : 25 mars 2025

3RP-217

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-218

Statistiques d’utilisation du Service de référence de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction, depuis son implantation, ventilation par mois.

	2024
Déclaration de besoins de main-d’œuvre	19 508
Employeurs requérants	3 797
Salariés recherchés	70 725
Listes transmises par les titulaires de permis de référence	17 736
Nombre de candidats recommandés	58 911
Listes transmises par la CCQ	20 386
Nombre de candidats recommandés	406 497
Avis d'embauches transmis par les employeurs	134 726
<i>Selon la source de main-d'œuvre:</i>	
Référence des titulaires de permis	2 360
Référence de la CCQ	1 903
Réseau personnel de l'employeur	29 906
Salarié connu de l'employeur	94 180
Autres	6 377
Avis de fin d'emploi transmis par les employeurs	60 682

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 8 avril 2025
3RP-218

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-219

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-220

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-221

Nombre d’infractions constatées à la suite d’une dénonciation.

	2024
Nombre d’infractions	665

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-222

Nombre d’infractions constatées concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux effectués à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2024
Centre de services scolaire	98
Établissement d’enseignement supérieur	14
TOTAL	112

SOURCE : COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
COLLABORATION :
VALIDATION : DIRECTION GÉNÉRALE
DATE : 25 mars 2025
3RP-222

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-223

Nombre de plaintes reçues concernant la non-détention d’un certificat de compétence pour des travaux exécutés à l’intérieur d’institutions scolaires.

Institutions scolaires	2018
Commission scolaire	4
Établissement d’Enseignement supérieur	0
TOTAL	4

Cette donnée ne peut être comptabilisée après 2018 en raison d’un changement dans le système de gestion des plaintes. Une fois l’ensemble du système de gestion des vérifications et enquêtes implanté, cette donnée pourra être de nouveau comptabilisée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-224

Nombre de plaintes reçues concernant les travaux de la Commission de la construction du Québec (CCQ).

En 2024, le Bureau des plaintes de la Commission de la construction du Québec a traité 617 dossiers constitués de 587 plaintes de services et 30 commentaires.

